

Au Journal officiel du 1er au 9 janvier 2015

Au Journal officiel du 1er au 9 janvier 2015

12/01/2015

Au Journal officiel du 1er au 9 janvier 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 1er janvier 2014 :

- Décret n° 2014-1757 du 31 décembre 2014 relatif à la **protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des bénéficiaires d'actions d'aide à la création d'entreprise, d'orientation, d'évaluation ou d'accompagnement dans la recherche d'emploi** - *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2014-1758 du 31 décembre 2014 relatif au **dispositif d'amorçage applicable aux sociétés coopératives de production**.

Au JO du 3 janvier 2014 :

- Rectificatif à la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la **simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives** ;
- Décret n° 2014-1760 du 31 décembre 2014 portant **publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** (ensemble un protocole), signé à Pékin le 26 novembre 2013 ;
- Décret n° 2014-1763 du 31 décembre 2014 portant **publication du traité sur le commerce des armes**, signé à New York le 3 juin 2013 ;
- Décret n° 2014-1767 du 31 décembre 2014 relatif à la **commission de la carte d'identité des journalistes professionnels** - *Modification du Code du travail et du Code de justice administrative* ;
- Décret n° 2015-1 du 2 janvier 2015 portant **publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »)** (ensemble deux annexes), signé à Paris le 14 novembre 2013 ;
- Décret n° 2015-2 du 2 janvier 2015 **autorisant la rémunération du compte d'opérations de l'Institut d'émission d'outre-mer** - *Modification du Code monétaire et financier* ;
- Arrêté du 29 décembre 2014 relatif à la **rémunération des personnes physiques exerçant l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel** ;

· Rectificatif à l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à **l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.**

Au JO du 4 janvier 2014 :

· Décret n° 2015-4 du 2 janvier 2015 fixant les **attributions et l'organisation de la direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la défense - *Modification du Code de la défense et modification/abrogation de plusieurs textes non codifiés.***

Au JO du 6 janvier 2014 :

· Délibération [CNIL] n° 2014-474 du 27 novembre 2014 portant **adoption d'une norme simplifiée relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par les organismes publics et privés destinés à l'écoute et à l'enregistrement des conversations téléphoniques sur le lieu de travail (NS 057).**

Au JO du 8 janvier 2014 :

· Décret n° 2015-5 du 6 janvier 2015 *modifiant* l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

· Décret n° 2015-7 du 6 janvier 2015 portant **réforme de la commission économique de la nation - *Abrogation du décret n° 99-416 du 26 mai 1999.***

Au JO du 9 janvier 2014 :

· Décret n° 2015-9 du 7 janvier 2015 relatif aux **conditions d'exercice et de remplacement au sein des pharmacies à usage intérieur - *Entrée en vigueur le 1er septembre 2016 -Modification du Code de la santé publique ;***

· Décision n° 2014-209 du 1er décembre 2014 *modifiant* la décision n° 2013-430 du 31 décembre 2013 portant **règlement intérieur du Défenseur des droits** (titre III : Règlement de gestion).

La Rédaction Législation